

16 mars 2017

**Bâtissons la politique indépendante de la classe ouvrière  
afin de défendre ses droits**

## **La lettre de divagations du président de Stelco au sujet de la proposition Bedrock**

*- Rolf Gerstenberger -*



**Bâtissons la politique indépendante de la classe ouvrière afin de  
défendre ses droits**

- La lettre de divagations du président de Stelco au sujet de la proposition Bedrock - *Rolf Gerstenberger*
- Un métallo tué à l'usine de US Steel à Granite City - *K.C. Adams*

**Grève à la raffinerie CEZinc**

- Les travailleurs intensifient leurs actions à la défense de leurs droits - *Pierre Chénier*

**Bâtissons la politique indépendante de la classe ouvrière afin  
de défendre ses droits**

## **La lettre de divagations du président de Stelco au sujet de la proposition Bedrock**

**- Rolf Gerstenberger -**

***Soyons sérieux M. McQuade. L'accord avec Bedrock est le contraire d'un accord.  
Non, c'est Non !***

Le président et directeur général de Stelco, Michael McQuade, a fait parvenir une lettre à tous les employés le 10 mars. Plus de 2200 travailleurs fabriquent de l'acier aux usines de Stelco à Hamilton et Nanticoke. La valeur qu'ils produisent assure leur subsistance et maintient les pensions et les avantages sociaux de 20 000 retraités et fournit la valeur ajoutée à laquelle les propriétaires et les gouvernements font leurs réclamations.

M. McQuade dans sa lettre se déclare optimiste qu'une restructuration réussie permettant d'émerger des pouvoirs de police de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* est à portée de la main mais il avertit que tout cela n'est possible que si les employés et les autres parties prenantes acceptent les demandes des oligarques de Bedrock qui s'appêtent à prendre le contrôle. McQuade ne parle pas du défi réel que constituent l'édification d'un secteur canadien de l'acier moderne et la résolution de tous les problèmes économiques qui sont liés à cette tâche.

C'est dommage pour M. McQuade qu'il ait dévoilé son visage de valet servile des États-Unis. Selon lui, il n'existe rien de tel qu'une économie canadienne indépendante et un secteur de l'acier indépendant et c'est bien ainsi. Il écrit qu'une Stelco contrôlée par Bedrock va être un « participant de l'industrie nord-américaine de l'acier » et non une installation productive d'acier indispensable fonctionnant au sein d'une économie canadienne vibrante, stable, diversifiée et indépendante qui peut se tenir debout sans être soumise aux maîtres américains et à leurs crises et leurs problèmes récurrents.

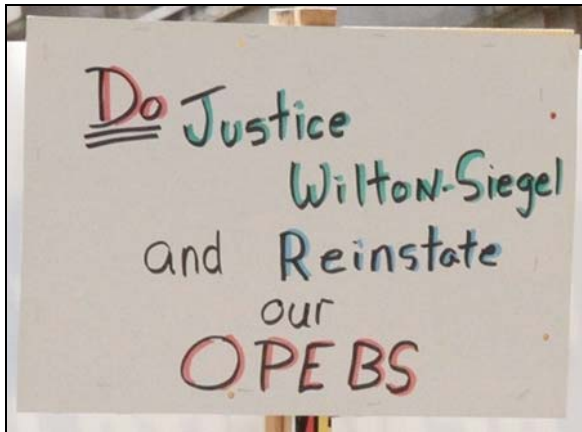


Pour McQuade, tout ce qui compte c'est d'accepter les demandes des oligarques de Bedrock comme si ça va résoudre tous les problèmes. Troquez vos pensions, vos avantages sociaux et votre sécurité d'emploi pour les promesses creuses de ceux qui dans le passé ont brisé toutes leurs promesses. Remettez votre sort entre les mains de ceux qui sont en position de contrôle et qui vont amener le succès et la sécurité pour tous, nous dit-il, même s'ils sont de la même mouture que ceux qui ont mis Stelco à terre deux fois plutôt qu'une et n'ont jamais réglé un seul problème économique.

Tous les problèmes persistent, comme la folle fluctuation des prix de marché de l'acier et le problème de faire correspondre la production canadienne à la demande apparente. Le plan Bedrock ne s'attaque à aucun problème de l'économie. Il fait passer la propriété de Stelco d'une main de l'oligarchie financière à une autre main de la même oligarchie et fait porter le fardeau des questions non résolues aux travailleurs actifs et à la retraite et aux communautés de l'acier.

La bande de propriétaires de Bedrock fait tout ce qu'elle peut pour se sotirer à toute responsabilité

sociale envers les travailleurs, les retraités, l'économie et la communauté. Les pensions et les avantages sociaux à la retraite (les OPEB) se voient coupés de tout lien avec la production de valeur nouvelle dont ils dépendent pour leur survie. Les pensions et les OPEB disparaissent dans le monde brumeux d'un terrain pollué. La responsabilité sociale pour une pollution historique disparaît parce que le lien entre la restauration environnementale du terrain et la production de nouvelle valeur est rompue. On ne parle plus d'engagements en ce qui concerne certains niveaux de production et d'emplois. Les oligarques de Bedrock veulent qu'une nouvelle convention collective des métallos soit en place avant qu'ils émergent des pouvoirs de police de la LACC. Sont-ils en train de préparer une manoeuvre outrageante à la MANA où ils vont demander des concessions généralisées et déployer les pouvoirs de police par des ordonnances du tribunal de la LACC ordonnant aux travailleurs d'obéir ou bien gare à eux?



Les demandes de concessions, le recours à la LACC, la violation des ententes et la destruction d'installations productives en très bon état ne règlent aucun problème économique. Ces tactiques des oligarques ont exactement l'effet contraire. Elles amènent la misère aux Canadiens et font en sorte que les problèmes du secteur vont ressurgir bientôt de nouveau. Stelco a été placée deux fois dans les années récentes sous la loi de protection de la faillite, la LACC, alors qu'Algoma Steel à Sault Ste. Marie en est à sa quatrième fois ! Le plan de Bedrock empêche de faire toute discussion sérieuse sur les alternatives et

bloque l'effort des Canadiens d'élaborer une direction nouvelle prosociale pour le secteur de l'acier et l'économie.

McQuade suggère que si l'accord avec Bedrock ne se réalise pas la situation va encore s'aggraver. Pourquoi les menaces ? Les oligarques de Bedrock ne recherchent pas un accord qui produirait quoi que ce soit de positif. Tout ce qu'ils veulent c'est avoir les mains libres pour faire tout ce qui sert leurs intérêts privés étroits. De plus, c'est quoi exactement un accord dans le monde d'aujourd'hui de la LACC fait de pouvoirs de police et d'ententes brisées de manière routinière alors que les travailleurs sont privés de tout contrôle sur ce qui concerne leur vie ?

US Steel n'a pas hésité à briser son accord fédéral conclu en vertu de la *Loi sur Investissement Canada* prévoyant certains niveaux de production et d'emplois, allant même jusqu'à déménager des quantités considérables de production de Stelco vers ses usines américaines. Ses dirigeants se sont solennellement engagés en public à rendre les fonds de pension de Stelco solvables d'ici la fin de 2015. Ils les ont laissés dans un état fiscal pire qu'ils ne l'étaient avant la prise de contrôle et ont de plus annulé unilatéralement l'indexation des prestations de retraites et refusé d'enrôler les nouveaux engagés dans les régimes de retraite à prestations déterminées. Pendant son règne, US Steel a déclenché une série de lock-outs pour saccager les conventions collectives des syndicats locaux et s'attaquer à la dignité des métallos. Tout



cela n'empêche pas l'accord avec Bedrock de récompenser US Steel avec un paiement de 126 millions \$. Une honte totale !

US Steel a aussi vendu une usine d'acier de Stelco à une bande d'oligarques allemands appelée MANA, laquelle, après avoir elle aussi pris des engagements grandioses, s'est engagée presque immédiatement dans une voie de destruction qui se poursuit encore aujourd'hui. MANA a mis les travailleurs de Stelco en lock-out après avoir demandé des coupures insensées dans les salaires, les avantages sociaux et les conditions de travail. Elle a fouillé tous les recoins de la ville en quête de mercenaires scabs, allant même jusqu'à soudoyer des étudiants de collèges techniques pour qu'ils se déshonorent comme des traîtres à la classe ouvrière en prenant les emplois des métallos vétérans de Stelco.

Comment les travailleurs peuvent-ils faire confiance à quiconque est en position d'autorité ces jours-ci ? Ces gens-là brisent tous leurs engagements. Trudeau a abandonné sa promesse de réforme électorale comme si de rien n'était. Si les oligarques veulent déchirer une entente, ou bien ils le font directement, comme l'a fait US Steel si souvent, ou bien ils se cachent derrière les pouvoirs de police de la LACC et brisent les ententes au moyen d'ordonnances de la cour. Les travailleurs font face à un monde marqué par le pouvoir des oligarques sans gouvernement des lois. Sans un gouvernement des lois, les travailleurs ne peuvent pas forcer les oligarques à rendre des comptes et encore moins ceux qui ont le pouvoir politique. Les travailleurs de Stelco, d'Essar Steel Algoma dans le nord de l'Ontario et les travailleurs du pays font face au problème d'une économie et d'un pays sur lesquels ils n'exercent pas de contrôle et au problème de ne pas pouvoir forcer les oligarques et l'élite politique à être redevables de leurs actes. Les travailleurs sont déterminés à résoudre ce problème d'une manière ou d'une autre.

Que dire alors de cet accord que vous voulez, M. McQuade ? Maintenant, vous refusez même de payer les OPEB légaux qui appartiennent de droit aux retraités de Stelco. Vous vous cachez derrière le faux argument d'une crise de liquidités alors que la compagnie a constamment possédé près de 200 millions \$ en liquidités à même la valeur nouvelle que les métallos produisent.



Comment peut-on être certain qu'un accord va être respecté quand les oligarques ne respectent rien ? L'accord avec Bedrock n'est pas un accord. C'est le contraire d'un accord. Les oligarques veulent se retirer de toute entente légale que Stelco a conclue dans le passé, notamment en ce qui a trait aux travailleurs, aux retraités, à l'environnement et aux municipalités. Ces oligarques américains voient une occasion de faire un gros coup d'argent et c'est tout ce qui les intéresse; en tout cas ils ne sont pas intéressés à respecter leurs responsabilités sociales existantes.

S'ils sont capables de s'emparer des forces productives de Stelco sans avoir à respecter les ententes du passé, encore mieux selon eux et qui sait ce qu'ils vont faire, continuer de produire, vendre la compagnie d'un coup ou encore à la pièce? Quand ils contemplent leur magot, ils se moquent bien des Canadiens. Après tout, ne sommes-nous pas, selon McQuade, des « participants de l'industrie nord-américaine de l'acier » au service de la Forteresse Amérique du Nord qui est dominée par les oligarques et sur laquelle les travailleurs canadiens n'ont aucun contrôle et aucune voix au chapitre.

Vous vivez dans un monde de fantaisie, M. McQuade. Les travailleurs et les retraités de Stelco et les autres membres des communautés de l'acier vivent dans un monde très réel où ils ont besoin d'exercer un contrôle et avoir voix au chapitre sur leurs vies. Dans notre monde, Non c'est Non !

Non aux attaques contre les métallos, les communautés de l'acier et l'économie canadienne. Les Canadiens ont besoin d'un secteur canadien de l'acier dont ils peuvent résoudre les problèmes et qui leur permet de contribuer à la construction d'une économie stable qui peut garantir le droit de tous à un niveau de vie canadien pendant les années de travail et à la retraite.

*L'accord avec Bedrock est le contraire d'un accord ! Non c'est Non !*



---

## Un métallo tué à l'usine de US Steel à Granite City

- K.C. Adams -

Le métallo Timothy Dagon est décédé à la suite d'un incident survenu le 5 mars à l'usine de US Steel à Granite City, en Illinois. Timothy travaillait dans la cour de triage ferroviaire de Granite City Works quand il a été tué soudainement pendant son quart de travail. *Forum ouvrier* exprime ses sincères condoléances aux compagnons de travail, aux amis et à la famille Dagon qui comprend deux enfants et un petit-enfant. La mort au travail d'un travailleur est extrêmement pénible pour la classe ouvrière et un rappel brutal de la nécessité d'intensifier les efforts collectifs pour défendre la santé et la sécurité des travailleurs et les autres droits.

La compagnie et les autorités de l'État de l'Illinois aux États-Unis n'ont pas communiqué de détails concernant la mort malheureuse de Timothy âgé de 42 ans. Le manque d'informations en temps opportun est monnaie courante pour des incidents graves dans les usines américaines de US Steel. Suite au décès en octobre 2016 du métallo de US Steel, Jonathan Arrizola, la cause de sa mort et les circonstances n'ont été rapportées que le 17 janvier 2017, plus de trois mois après l'accident. Arrizola était électricien à Gary Works de US Steel. Il a été électrocuté en effectuant des travaux d'entretien sur une grue à l'usine, un mois et demi après que US Steel ait mis à pied presque tous les employés d'entretien, les remplaçant par des travailleurs contractuels et obligeant le personnel non affecté à l'entretien à effectuer une grande partie du travail laissé en plan. Peu de temps après sa mort, la femme d'Arrizola a confié aux médias que son mari était très préoccupé par le fait que Gary Works était devenu un endroit extrêmement dangereux.

### **Les concessions ne sont pas des solutions ; les vrais problèmes économiques exigent de vraies solutions**

Les licenciements, la sous-traitance, les concessions exigées des travailleurs et des retraités et la destruction de la production sont des composantes du Carnegie Way de US Steel, une guerre menée contre les métallos et les salariés. Au lieu d'honorer les travailleurs en tant que producteurs de la valeur dont l'économie et la société ont besoin pour leur existence, la méthode Carnegie les attaque en les considérant comme un coût de production.

Les dirigeants des entreprises du secteur de l'acier souffrent du délire impérialiste à l'effet qu'on peut trouver des solutions aux problèmes réels du secteur de l'acier et de l'économie interdépendante



en imposant des concessions aux travailleurs et en détruisant périodiquement les forces de production. À cause de leur obsession hors du commun pour garantir les profits des oligarques, cela ne les dérange pas que leurs actions antisociales entraînent des conséquences graves pour les travailleurs et nuisent à l'économie dans son ensemble.

Au lieu de s'attaquer aux problèmes économiques par des solutions réelles, les oligarques volent légalement ce qui appartient aux travailleurs de droit comme les pensions, les avantages sociaux et un moyen de subsistance stable. Il est légal pour eux de conspirer pour réduire les mesures de santé et de sécurité sur les lieux de travail sur la base de leur vision anti-humaine que la réglementation réduit les bénéfices et l'incitation des oligarques à investir.

Les vrais problèmes requièrent des solutions réelles. Il faut par exemple contrôler le prix du marché de l'acier afin qu'il corresponde au prix de production ; il faut planifier la production dans le secteur sidérurgique et dans ses relations avec d'autres secteurs afin de s'assurer que la production est conforme à la demande apparente et que les autres secteurs de l'économie ne sont pas endommagés ; il faut aussi bâtir une économie régionale et nationale stable inter-reliée avec tous les secteurs manufacturiers, programmes sociaux et services publics nécessaires pour garantir le bien-être de la population. Gérer l'économie socialisée de manière à ce qu'elle se développe et serve le peuple requiert de réelles solutions prosociales et le développement de la science de la planification économique. On ne résout pas les problèmes réels en s'attaquant à ceux qui produisent la valeur, la classe ouvrière, ou en blâmant les oligarques rivaux ici et à l'étranger qui sont engagés dans le même type d'édification d'empire antisociale.

L'usine de Granite City, où Timothy Dagon est mort, a été fermée en décembre 2015, et 1500 métallos ont été mis à pied. Le mois dernier, US Steel a rouvert l'usine partiellement, rappelant 200 métallos à l'usine de laminage à chaud. Selon un représentant syndical de la section locale des métallos, rouvrir l'usine avec un « personnel réduit au minimum » ne pouvait que causer des problèmes et créer des « conditions dangereuses » pour les travailleurs.

Un journal local, le *Belleville News Democrat*, a écrit : « La mort [de Timothy Dagon] est au moins la troisième à se produire depuis que US Steel a acheté Granite City Steel de National Steel tombé en faillite en 2003. La première s'est produite le 3 février 2005 quand David M. Prengel, 46 ans, a été tué après avoir été heurté par un train se déplaçant dans la cour de triage. L'autre s'est produite le 30 octobre 2011 quand Dennis C. Courtaway, 56 ans, de Caseyville, a été retrouvé au sommet d'un haut fourneau. »

## Les attaques organisées par l'État contre les droits des travailleurs

La guerre du Carnegie Way de US Steel contre les métallos est un aspect de la politique officielle organisée par l'État aux États-Unis.

L'administration Trump l'a exprimé on ne peut plus clairement. En présentant un de ses décrets présidentiels en janvier, Trump a dénoncé la réglementation sur des questions comme la santé et la sécurité sur les lieux de travail qu'il a qualifiée de « destructrice d'emplois ». Il a promis de « réduire considérablement les règlements fédéraux » s'appliquant aux entreprises et de priver la réglementation restante de fonds et de personnel gouvernemental au point où elle ne peut plus être appliquée. Les règlements comprennent ceux du département américain qui administre la sécurité



et la santé au travail. Trump dit clairement dans sa déclaration que les riches oligarques comme lui vont investir la richesse sociale qu'ils contrôlent seulement si les travailleurs renoncent à leurs droits aux pensions, aux avantages sociaux, aux salaires standard, à un moyen de subsistance stable et à un environnement de travail sécuritaire.

Les mots et les actions de l'élite impérialiste dominante qui contrôle US Steel et les États du Mexique, des États-Unis et du Canada révèlent la vision dépravée de ceux qui ne sont pas aptes à contrôler l'économie et à gouverner la société. Licencié 1 500 métallos sans leur fournir un emploi alternatif ou un moyen de subsistance devrait être déclaré illégal et quelque chose de criminel. Ne pas considérer des conditions de travail sécuritaires pour les travailleurs industriels et les autres travailleurs comme une nécessité est une entreprise criminelle. Exiger des concessions des travailleurs actifs et retraités comme une condition préalable à l'investissement des oligarques comme cela se produit à Stelco et à Algoma Steel en Ontario devrait aussi être considéré illégal et une entreprise criminelle.

L'oligarchie financière mangeuse d'humains est en train de tout casser aux États-Unis, au Mexique et au Canada. En ayant recours aux pouvoirs de police de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) au Canada, l'élite dominante impérialiste attaque les métallos actifs et retraités et les employés salariés de Stelco et Algoma Steel. On retrouve les mêmes noms de soi-disant fonds d'investissement dans tous ces cas d'attaques contre les travailleurs et l'économie socialisée : chez Essar Steel Algoma on retrouve Deutsche Bank, Golden Tree et Bain Capital tandis que chez US Steel aux États-Unis et sa filiale au Canada se trouvent Fonds Vanguard, Groupe Blackrock, Deutsche Bank, Morgan Stanley, Bedrock Industries, Lindsay Goldberg, Alan Kestenbaum (Dow Corning Metais do Pará Ltda - Brésil, Neuro-Hitech inc - les entreprises en soins de santé et en produits pharmaceutiques) etc.

Ces oligarques organisés en oligopoles au sein des secteurs, de haut en bas, et au sein de nombreuses industries ont un objectif unique d'élargir leur richesse privée et leurs empires en soutirant autant de valeur ajoutée que possible des travailleurs et de l'économie. Ils ne sont pas préoccupés par la santé, la sécurité et le bien-être de la classe ouvrière et le bon fonctionnement de l'économie inter-reliée pour éviter les crises récurrentes ; une telle préoccupation prosociale va à l'encontre de leur objectif privé étroit et antisocial.

### **La politique indépendante de la classe ouvrière pour défendre ses droits et édifier une nation prosociale**



En s'organisant en un collectif puissant avec ses propres politiques et institutions indépendantes, la classe ouvrière des États-Unis, du Mexique et du Canada met de l'avant une vision pro-humaine moderne à la défense des droits de tous et s'assure que l'économie socialisée opère sans crises dans l'intérêt du peuple. La classe ouvrière a sa propre politique indépendante et un projet d'édification nationale pour devenir la nation, investir le peuple du pouvoir souverain par le renouveau politique démocratique, former un gouvernement antiguerre et ouvrir la voie au progrès de la société.

La classe ouvrière des États-Unis, du Mexique

et du Canada est confrontée à une élite dominante impérialiste et à des oligarques qui n'ont pas de solution aux problèmes de l'économie socialisée, comme on le voit clairement avec les crises récurrentes et les guerres prédatrices qui sont en cours.

Pour permettre à l'économie socialisée de la production industrielle de masse de jouer son rôle crucial et moderne de garantir le bien-être, la sécurité et les droits de tous, la classe ouvrière organisée doit priver l'élite impérialiste dirigeante de son pouvoir de priver la classe ouvrière de son droit de mettre en place sa propre politique indépendante d'édification nationale et de renouveau démocratique au XXI<sup>e</sup> siècle et d'introduire la planification scientifique dans les secteurs de base de l'économie inter-reliée. Une victoire dans cette bataille organisée pour l'édification nationale prosociale sera un hommage approprié à la mémoire de Timothy Dagon et de tous les autres travailleurs qui sont morts sur leurs lieux de travail ou qui ont souffert de différentes manières sous le système impérialiste actuel.



---

### Grève à la raffinerie CEZinc

## Les travailleurs intensifient leurs actions à la défense de leurs droits

- Pierre Chénier -



**Assemblée générale spéciale des travailleurs de CEZinc le 8 mars 2017**

Les 371 travailleurs de la raffinerie de zinc CEZinc à Salaberry-de-Valleyfield sont maintenant en grève depuis le 12 février contre des demandes de concessions antiouvrières. La compagnie est la propriété du Fonds de revenu Noranda et de l'oligopole minier Glencore.

Les travailleurs intensifient leurs actions pour défendre leurs droits. Le 8 mars, plus de 300 d'entre eux ont participé à une assemblée générale spéciale. Le directeur québécois du Syndicat des Métallos, Alain Croteau, y a appelé toutes les sections locales des métallos à appuyer financièrement les travailleurs en grève. Il s'est aussi engagé à fournir l'appui juridique du syndicat



alors que celui-ci entend porter devant les tribunaux le fait que CEZinc utilise des scabs pour faire fonctionner l'usine et briser la grève des travailleurs.



**Piquetage des travailleurs devant la raffinerie CEZinc à Salaberry-de-Valleyfield le 13 février 2017**

La section 6486 du Syndicat des Métallos, qui représente les travailleurs en grève, rapporte que des inspecteurs du ministère du Travail ont noté la présence de trois briseurs de grève lors d'une inspection le 27 février. Les travailleurs qui surveillent attentivement les entrées et les sorties de l'usine sont convaincus qu'il y a beaucoup plus que trois briseurs de grève à l'intérieur. Dès les premiers jours de la grève, CEZinc a obtenu une injonction limitant le nombre de piqueteurs et les tenant à distance, ce qui a permis à la compagnie de faire entrer des briseurs de grève, y compris par voie aérienne.



Selon la loi au Québec, seuls sont autorisés à faire le travail des travailleurs en grève les cadres d'une entreprise et il faut qu'ils aient été engagés avant le début de la négociation pour une nouvelle convention collective. Le nombre de cadres à lui seul est loin de suffire à maintenir le niveau de production présentement maintenu à l'usine. CEZinc essaie par ce moyen de briser la grève des travailleurs tout en empochant le profit le plus élevé possible.

En plus de cela, le fait que ce soit des cadres qui fassent fonctionner l'usine pose un problème pour la santé et la sécurité du public parce que l'usine utilise de nombreux produits toxiques dont le maniement sécuritaire requiert une main-d'oeuvre formée représentée par un collectif de défense organisé qui défend ses intérêts. Les travailleurs doivent maintenant passer par le processus onéreux de monter un dossier et se présenter devant le Tribunal administratif du travail afin d'obtenir une injonction immédiate pour forcer CEZinc à cesser ses activités scabs en attendant que le fonds de la poursuite soit traité plus tard.

Pendant ce temps, les travailleurs demandent que tout rabais dans les tarifs d'électricité consenti à CEZinc soit mis sur la glace pendant la grève et que les termes et conditions du rabais soient rendus publics. Ils veulent savoir en particulier s'il existe des conditions en ce qui a trait à des taux d'emploi ou d'investissements. Lors de la diffusion des résultats annuels et du dernier trimestre de CEZinc, les travailleurs ont noté que le gouvernement consent d'importants rabais d'électricité à la raffinerie. Dans un langage sibyllin l'entreprise écrivait dans son communiqué du 1er mars que «

en novembre 2016, le Fonds a soumis une demande au ministre des Finances du Québec en vue de participer au programme de réduction des tarifs d'électricité chez les grands consommateurs industriels. En février 2017, le Fonds a reçu un avis l'informant que sa demande avait été acceptée à condition de franchir d'autres étapes. Rien ne garantit que le Fonds sera en mesure de franchir ces étapes. » Les conditions mises de l'avant dans l'entente sont secrètes mais CEZinc a déjà annoncé qu'il pourrait ne pas les remplir.



Pendant ce temps, les négociations sont au point mort. Les porte-paroles de CEZinc persistent à insulter la dignité des travailleurs en tant que producteurs de la valeur en les qualifiant de « coûts d'exploitation » afin de masquer que l'objectif de l'entreprise est d'abaisser la réclamation des travailleurs à la valeur nouvelle qu'ils produisent et augmenter la réclamation de l'entreprise qui se retrouve dans les coffres de ceux qui possèdent et contrôlent la compagnie.

Les porte-paroles de CEZinc persistent à mêler les travailleurs aux manoeuvres internes entre le Fonds de revenu Noranda et Glencore qui en contrôle 25 % et est le fournisseur exclusif du concentré de zinc et l'acheteur exclusif du métal de zinc que les travailleurs produisent. Ces manoeuvres sur les prix au sein des intérêts privés qui possèdent et contrôlent CEZinc n'ont rien à voir avec la solution de quelque problème que ce soit auquel les travailleurs et le secteur métallurgique font face. Les informations concrètes sont gardées secrètes mais leur existence est soulevée pour détourner les travailleurs de la lutte pour ce qui leur revient de droit et dont ils ont un urgent besoin compte tenu des conditions très difficiles dans lesquelles ils accomplissent la production.

L'acceptation de concessions dans le régime de retraite et dans d'autres aspects de leur travail ne va qu'abaisser les salaires réels des travailleurs et aggraver leurs conditions à la retraite. Cela ne va régler aucun des problèmes reliés à la production métallurgique dans un contexte où elle est concentrée dans les mains d'une petite poignée d'oligopoles mondiaux qui la font servir à leur intérêt étroit.

La lutte des travailleurs de CEZinc pour rendre leur grève effective et vaincre les tentatives de leur extorquer des concessions antiouvrières est juste et mérite l'appui de tous les travailleurs.





(Photos: Syndicat des Métallos, A. Gaudreau.)



---

**NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL**

Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@pccml.ca](mailto:forumouvrier@pccml.ca)